



L'Éducation dans l'action en janvier : Haute-Savoie

Le 13, les personnels de l'Éducation Nationale étaient massivement en grève pour obtenir tous les moyens indispensables pour fonctionner.

Le 27 janvier, ils seront présents avec les salarié-e-s du public et du privé pour une augmentation des salaires, des pensions et des créations de postes dans la fonction publique.

La crise sanitaire agit comme un révélateur et un accélérateur des difficultés de l'Éducation. Le mépris de l'école et de ses personnels se traduit par une gestion chaotique de l'épidémie, faite de changements incessants, de protocoles intenables et d'absence de moyens donnés pour assurer le fonctionnement de l'Éducation Nationale.

Nous étions en grève le 13 janvier à l'appel de la quasi-totalité des organisations syndicales, des organisations lycéennes, et des fédérations de parents d'élèves pour faire entendre notre colère face à tant de mépris de l'Éducation Nationale et pour obtenir les conditions de sécurité et la considération indispensables pour exercer nos métiers. Nous exigeons les moyens humains nécessaires, qui passent par la création de postes d'AED, d'AESH, d'ATOSS et de professeur-e-s, notamment via le recrutement des listes complémentaires.

La situation est aussi le résultat des politiques successives des différents gouvernements, qui ont profondément fragilisé le service public d'Éducation, en commençant par refuser de revaloriser le salaire des agents autrement que par des mesures partielles, parcellaires et insuffisantes. Le gel de la valeur du point d'indice depuis 2010 a fortement détérioré des rémunérations déjà particulièrement faibles pour l'ensemble des agents du ministère de l'Éducation nationale, et la perte de pouvoir d'achat qui en découle est inacceptable. L'insuffisance des salaires témoigne d'une forme de mépris pour les agents, qui tiennent à bout de bras le service public d'Éducation, palliant ainsi l'incurie du gouvernement. La reprise forte de l'inflation aggrave la perte de pouvoir d'achat. Loin de résoudre ce problème, le Grenelle du ministre vise en réalité à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et les statuts des enseignant-e-s dans le souci principal de réaliser des économies.

Les personnels de l'Éducation Nationale doivent donc prendre toute leur place dans la mobilisation interprofessionnelle du 27 janvier pour revendiquer une véritable augmentation des salaires et des pensions, le dégel du point d'indice et de meilleures conditions de travail. C'est pourquoi nous, représentants des sections départementales des syndicats FO, FSU, SNALC et UNSA pour l'Éducation Nationale, nous y associons.

Nous appelons notamment les personnels les plus précaires de l'Éducation Nationale, les AESH et les AED, à rejoindre la mobilisation, à faire entendre leur voix et à ne plus rester invisibles face au mépris des hautes instances. Nous demandons pour ces personnels la création d'un statut avec un salaire décent, un recrutement en nombre et l'abandon de ce système des PIAL, qui ne fait que précariser davantage les AESH avec leur politique de mutualisation à outrance.

Notre ministre a prétendu mettre la question des salaires et des moyens au centre de sa politique, mais il ne s'agissait que d'une stratégie de communication dénoncée par les syndicats dès le départ. Les réformes structurelles engagées et la politique, menée à tous les niveaux, de destruction contre l'école de la République et les services publics en général amènent à une véritable perte du sens de nos métiers, et donc à une réelle souffrance professionnelle.

L'école publique républicaine ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leur expertise professionnelle : nos organisations appellent les personnels à se réunir dans les écoles, les établissements, les services pour discuter des suites qu'ils entendent donner à la mobilisation du 13 janvier dans la perspective de la grève interprofessionnelle du 27 janvier pour obtenir satisfaction sur leurs revendications. Nous soutiendrons toutes les initiatives allant dans ce sens décidées par les personnels.

ACADÉMIE DE GRENOBLE : DES MOYENS ENCORE EN BAISSÉ DANS LE SECOND DEGRÉ EN 2022-2023

Collèges : les bilans départementaux montrent une diminution de 538,43 HP (30 ETP en moins), une augmentation de 191,42 HSA, sachant que le rectorat garde une provision pour les décharges statutaires (compléments de service) de 630 heures

LGT : 4 élèves de moins et 99,4 heures (HP+HSA) en moins.

LP : 540 élèves en moins et 961,64 heures (HP+HSA) en moins.

**Manifestation à 14H, à Annecy,
au départ de la préfecture**